

Cisjordanie-Gaza : les structures socio-politiques palestiniennes face à l'occupation *

En 17 ans, l'occupation israélienne a profondément modifié la structure socio-économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, amenant une redistribution des rôles politiques, et s'est trouvée confrontée à l'affermissement d'un nationalisme palestinien commun aux populations occupées et à la diaspora.

L'économie des territoires occupés par Israël subit une domination qui tend à son intégration dans l'économie israélienne (1). Environ 38% des terres ont été soit expropriées soit confisquées puis transmises entre les mains des colons ou de l'armée. L'exploitation des ressources en eau et des richesses minières (marbre et pierre) a été limitée pour les Palestiniens et détournée à l'usage des Israéliens. Le développement structurel indépendant de l'économie palestinienne a été bloqué tandis que l'occupant orientait la production vers la complémentarité des produits israéliens ou la sous-traitance. Le marché palestinien a été ouvert sans restriction aux produits israéliens tandis que de sévères barrières douanières protègent le marché israélien.

De telles structures économiques conduisent à une dépeuplement de la population palestinienne et à sa prolétarisation dans les usines israéliennes (un tiers de la force de travail des territoires occupés travaille en Israël, dans le bâtiment et l'agriculture principalement, pour des salaires moitié moindres que celui versé à un Israélien).

La main-mise sur le territoire et la population repose en outre sur la répression (2) et la colonisation (3). Elle joue aussi sur les bouleversements démographiques : si la population palestinienne de Cisjordanie-Gaza était estimée à 1,3 millions de personnes avant juin 67, le chiffre demeure le même 17 ans après (un accroissement démographique normal aurait donné une population d'environ 2 millions de personnes actuellement) ; de 50% de la population palestinienne totale, la population des territoires occupés ne représente plus que 29% (4).

Face à cette situation, la population demeurée dans les territoires occupés joue de ses trois allégeances traditionnelles : palestinienne, jordanienne et pan-arabe dans son comportement socio-politique ; dans le même temps, elle entretient avec l'occupant un mini-

mum de normalisation indispensable pour les nécessités de la vie quotidienne.

Echec de la collaboration. En 17 ans d'occupation, aucun collaborateur n'est parvenu à acquérir une base politique crédible ; l'hostilité d'Israël à toute forme de nationalisme aussi diluée soit-elle et surtout la résistance populaire en sont les responsables.

Une première expérience de dialogue avec l'occupant a eu lieu immédiatement après juin 67 ; certains ont pu la lire comme l'expression d'un sentiment national palestinien ; la population palestinienne, quant à elle, a condamné l'initiative et l'a qualifiée de collaboration. Il s'agissait d'une offre de coopération avec Israël en échange de l'établissement d'un Etat arabe en Cisjordanie. Cette initiative, menée par trois notables (cheikh Ali al-Jaabari, maire d'Hébron, Me Aziz Chehadé, avocat de Ramallah et Hamdi Taji al-Farouqi, ancien responsable au sein du Baas jordanien) a été repoussée par les autorités israéliennes qui ne voulaient pas entendre parler de leadership palestinien autonome ; la Jordanie devait rester le seul porte-parole de la population palestinienne dans d'éventuelles négociations (5).

Le grand projet de mettre sur pied une structure de collaboration est apparu avec l'arrivée du Likoud au pouvoir et la présence du général Ariel Sharon au ministère de la Défense (duquel relèvent les territoires occupés). La lecture israélienne des accords de Camp David prévoyait la mise en place d'une administration palestinienne autonome en Cisjordanie-Gaza parallèlement au maintien du contrôle israélien des terres et de la sécurité. Conformément à ce projet, Israël met en place le 8 novembre 1981 (par le décret militaire n° 947) une administration civile qui hérite de charges jusqu'alors assumées par le gouvernement militaire. Le colonel Menahem Milson en devient le chef, secondé par Yigal Karmon. Tous deux sont à l'origine

de la mise en place des ligues de villages (6). Selon Milson, la politique de Moshé Dayan basée sur une volonté de normalisation n'a fait que laisser le champ libre à l'OLP. Sa propre politique visera à saper le nationalisme palestinien par des interventions de l'armée et des peines judiciaires d'une part, et de l'autre par l'utilisation des forces paysannes qu'il juge "réactionnaires" contre les forces urbaines "révolutionnaires" (7). L'administration civile utilise à cet effet le clan hébronite des Dudin en ressuscitant de vieilles structures. En 1973, Muhammad Dudin avait en effet établi une "ligue des fermiers" qui n'avait jamais réussi à prendre de l'ampleur à cause de l'opposition du cheikh Jaabari. C'est Moustafa Dudin, ancien ministre jordanien, qui est chargé de diriger la nouvelle organisation.

Le rôle politique des ligues de villages est déterminé le 14 octobre 1982, lors d'une réunion au ministère israélien de la Défense. Ariel Sharon, y présente des ligues comme "l'embryon d'administration du gouvernement autonome stipulé par les accords de Camp David" (*Jerusalem Post*, 2 septembre 1982). En novembre, des directives de Yigal Karmon visent à neutraliser les pro-jordanien qualifiés de "pro-OLP par dépit" par "l'assistance massive et continue" des autorités israéliennes aux ligues de village.

C'est à ce moment que les ligues sont dotées d'un budget propre (selon le *Jerusalem Post*, 15 mars 1983, leur budget pour le premier semestre 83 s'élevait à environ 4 millions de dollars), de milices armées jouissant d'uniformes et de prisons ainsi que d'un journal bi-mensuel, *al-Miraa* (le miroir).

Regroupées en 6 districts confédérés, les ligues se voient confier la dispense de services très importants pour la vie quotidienne non seulement des paysans mais aussi des citadins : autorisations de regroupement des familles, permis de sortie vers la Jordanie, nomination dans l'administration, permis de conduire et de construire, interventions en faveur des détenus etc. Ayant ainsi le pouvoir de contrecarrer toute volonté contestatrice, les ligues servent aussi à mettre en œuvre par leur politique de développement rural les plans israéliens d'intégration et de dépendance.

Le refus massif de la population de collaborer avec l'occupant, appuyé par le roi Hussein qui condamne à mort par contumace tous les membres des ligues, contraint Israël à ne recruter ses féaux que parmi les marginaux du monde rural et la pègre.

Au début de l'année 1983, certains responsables des ligues tentent de transformer leur organisation en parti politique national qui deviendrait l'interlocuteur des Israéliens dans le cadre de négociations bi-latérales. Muhammad Nasr, chef de la ligue d'Hébron et rival de Moustafa Dudin annonce la création d'un "Mouvement démocratique pour la paix" à la veille de la réunion du CNP à Alger (*Jerusalem Post*, 2 février 1983). Le projet ne verra jamais le jour, disparaissant avec les ligues elles-mêmes. L'arrivée au

ministère de la défense de Moshé Arens a signé l'arrêt de mort des ligues. Dès la fin février, Shlomo Iliya, chef de l'administration civile fait arrêter Mohammad Nasr, le destitue de son poste et le fait condamner pour détournements de fonds, et arrestations arbitraires tandis qu'il désarme ses milices. Une fois de plus la répugnance israélienne à voir surgir une quelconque autorité autonome a joué. Le nouveau coordinateur des affaires de Cisjordanie, le colonel Benjamin Ben Eliezer est chargé de la liquidation des ligues. Quelques jours seulement après sa nomination, il qualifie les ligues d'"insignifiantes", et de "simples collabos" et se donne pour tâche de rétablir des Palestiniens à l'assise populaire plus large à la tête des municipalités (*Jerusalem Post*, 12 et 22 juillet 1983 ; *al-Fajr weekly*, le 12 août 1983). Peu de temps après la dernière tentative politique de Dudin qui présente en août une "charte nationale palestinienne pour la paix", l'administration civile israélienne coupe les vivres aux ligues, conduisant Dudin et ses acolytes à la démission (4 septembre 1983). Malgré le soutien de Menahem Milson venu appeler à Hébron à la création d'un parti de la paix sous l'égide de Muhammad Nasr (19 novembre 1983), les ligues sont formellement dissoutes le 10 mars 1984 par les autorités militaires ; les 6 dirigeants locaux avaient décidé peu de jours auparavant qu'ils suspendraient leurs activités politiques pour se consacrer exclusivement aux projets de développement des villages.

Les notables pro-jordaniens. Le leadership palestinien reposait traditionnellement sur les grands propriétaires terriens auxquels se sont ensuite adjoints quelques riches industriels ou universitaires. Ce leadership n'a cependant jamais pu se structurer pour parvenir à la maîtrise totale de ses propres affaires. La guerre de 1948-49, l'exode des deux tiers de la population et la perte de toutes les régions littorales les plus riches ont considérablement réduit le pouvoir de cette élite. Durant toute la période de domination hachémite, sa base s'est encore amoindrie ; le pouvoir central s'appuyant sur la rive orientale du Jourdain n'a consacré ses efforts qu'au développement de cette partie du royaume ; il veillait parallèlement à étouffer toute velléité de contestation ou d'autonomie parmi la population palestinienne et ses leaders. La dynastie hachémite s'est attachée à contrer toute prétention palestinienne à élargir un pouvoir autonome à une dimension nationale. Le leadership palestinien a ainsi été maintenu dans un état de fragmentation tant au niveau régional que tribal ou confessionnel. Le seul pouvoir régional encore détenu par ces élites ne l'était que par la grâce du gouvernement de Amman qui les avait transformées en simple médiation avec la population locale. L'interdiction de tout parti politique prononcée en avril 1957 a renforcé cette impossibilité à faire émerger une structure politique en rive occidentale du Jourdain. L'occupation israélienne de 1967 n'a

fait que prendre le relais d'une politique de négation de toute émergence d'un pouvoir palestinien autonome et organisé (8). Le nouveau pouvoir central n'a toléré une élite qu'en tant que courroie de transmission d'une volonté politique ; toute velléité de rébellion ne pouvait que donner lieu à l'exclusion du jeu politique (emprisonnement ou expulsion) ou à des pressions considérables. Par cette volonté politique et par son mode de présence économique, Israël a contribué à un accroissement de la marginalisation des notables et de façon involontaire à l'émergence d'un nouveau leadership nationaliste, plus jeune et libre de certains liens sociaux.

Les notables pro-jordaniens ont vu leur influence décroître avec leur mise à l'écart de la machine administrative. En même temps que la population se dépay-sait, elle rompait un certain nombre de liens avec les grands propriétaire terriens ; elle s'enrichissait soit avec les salaires pourtant faibles gagnés en Israël, soit avec les revenus de l'émigration vers le Golfe ou les Etats-Unis et gagnait ainsi de l'indépendance vis-à-vis des anciens riches prêteurs. Les notables subirent aussi le contre coup de la perte de crédibilité arabe qui a fait suite à la défaite de 1967 et de la haine encourue par le roi Hussein après septembre noir.

La montée du nationalisme proprement palestinien et la prise de contrôle de la majorité des municipalités par le nouveau leadership en 1976 a sanctionné cette perte d'influence parmi la population.

Perte d'influence ne signifie cependant pas exclusion du jeu politique. Outre des périodes d'affaiblissement du nationalisme palestinien, les notables pro-jordaniens profitent d'un certain nombre d'atouts en leur faveur. Bien que n'ayant plus de pouvoir effectif en Rive occidentale, la Jordanie y conserve la souveraineté nominale. La loi jordanienne, bien qu'amendée par plus de 1000 décrets militaires continue à régir le pays. Les palestiniens des territoires occupés possèdent toujours la nationalité jordanienne qui a même été étendue aux Palestiniens de Gaza qui la demandaient (une proposition jordanienne de janvier 1975 visant à offrir au choix une identité palestinienne ou le maintien de la nationalité jordanienne a été repoussée par l'OLP et la population de peur de devenir un peuple sans identité internationalement reconnue sur une *terra nullius*). Bien qu'ayant suspendu le Parlement entre 1974 et 1984, jamais le roi Hussein n'avait organisé d'élections dans la seule rive orientale de peur de signifier la rupture entre les deux rives. Les récentes élections n'ont pu avoir lieu que parallèlement aux pourparlers avec l'OLP, alors même que la Jordanie tente de retrouver une place grandissante en tant que porte-parole des Palestiniens. C'est cependant la politique dite "des ponts ouverts" qui permet le maintien d'un certain contrôle de la Jordanie sur la rive occidentale et de transformer la fiction administrative en moyen réel de pression. Voulu par Moshé Dayan dès

le lendemain de l'occupation, cette politique s'intégrait dans sa volonté de laisser une autonomie administrative maximale à la population dans les limites des impératifs israéliens de sécurité. Elle permettait à la Cisjordanie de conserver une ouverture économique sur le monde arabe évitant au marché israélien d'être submergé par les produits palestiniens, et à sa population de devenir un intermédiaire entre Israël et le monde arabe. Maintenir les liens économiques et administratifs avec la Jordanie permettait aussi de contrer toute volonté d'indépendance palestinienne et de considérer pour interlocuteur valable la seule Jordanie. Celle-ci contrôlant les transferts de fonds destinés par le comité mixte aux territoires occupés, il lui était loisible d'ouvrir ou de fermer les robinets financiers selon le degré d'attachement des municipalités à la couronne hachémite. Si elle pouvait contenter et les Israéliens et les Jordaniens, cette politique des ponts ouverts s'est avérée devenir indispensable pour la survie de la Cisjordanie elle-même. Sans elle, les Palestiniens de l'intérieur seraient restés prisonniers de leur propre territoire sans aucune possibilité de développement économique ni d'échange avec l'arrière pays arabe.

La population palestinienne de l'intérieur ne s'y est pas trompée en septembre 1972 quand l'OLP, l'Egypte et l'Arabie saoudite ont proposé la fermeture des ponts qu'ils considéraient comme une forme de collaboration avec l'ennemi. Le refus a été unanime dans les territoires où toutes les instances nationales ont parlé de ponts ouverts comme étant la seule garantie de la survie économique, du maintien du caractère arabe et d'une certaine autonomie palestinienne.

La Jordanie possède encore un autre atout, psychologique celui-là. Si la poursuite de l'occupation pouvait la desservir dans les débuts en montrant la faiblesse ou la lâcheté arabe, elle pousse maintenant une partie de la population palestinienne à accepter des concessions grandissantes en vue d'obtenir le minimum de retrait israélien. Certains seraient prêts à accepter un retour plus ou moins conditionnel à une souveraineté jordanienne s'il s'avérait que seule cette acceptation résoudrait partiellement le problème de l'occupation.

Les premières années qui ont suivi la guerre et précédé la structuration du nationalisme palestinien ont laissé aux pro-jordaniens une influence certaine. L'unité des deux rives du Jourdain a sans cesse été rappelée par les Palestiniens qui craignaient l'intégration à Israël comme en 1949. Cependant, les massacres de Palestiniens en Jordanie en 1970-71 ont contribué à accélérer l'affermissement du nationalisme palestinien indépendant de la Jordanie. En mars 1972, le roi Hussein tente d'enrayer le processus en proposant son projet de royaume arabe uni qui maintiendrait la souveraineté jordanienne en rive occidentale tout en donnant aux Palestiniens un cadre politique autonome dans lequel ils pourraient exprimer une certaine identité propre. L'autodétermination serait reléguée après l'éva-

cuation israélienne partielle et seule la population de Cisjordanie serait appelée à exprimer sa volonté quant à son avenir et non l'OLP. Le projet échoua du fait de la mémoire palestinienne de Septembre noir et de la montée nationaliste. Cet échec jordanien est tempéré par le résultat des élections municipales de septembre 1972. Encore mal organisé, le mouvement national n'arrive pas à rendre son boycott crédible ; Hussein soutenant ses appuis traditionnels, l'électorat par nature bourgeois du fait du mode censitaire du scrutin confirme les notables pro-jordanien dans leurs fonctions municipales.

Cette victoire n'aura pas de conséquence de longue durée. La non-participation à la guerre de 1973 discrédite encore plus le régime hachémite aux yeux des Palestiniens. Malgré une campagne en faveur du roi Hussein menée par le cheikh al-Jaabari et le journal *al-Quds*, malgré les tentatives du roi Hussein de s'immiscer dans les tentatives de règlement en cours, malgré enfin des amnisties et des libérations accordées à de nombreux Palestiniens condamnés en 1970-71, les notables pro-jordanien perdent peu à peu du terrain alors que monte le nationalisme palestinien. C'est dans ce contexte que le roi Hussein se soumet aux résolutions du sommet arabe de Rabat d'octobre 1974 faisant de l'OLP le seul représentant légitime du peuple palestinien.

A partir de cette date, la Jordanie fait valoir sa reconnaissance de l'OLP pour accroître sa crédibilité en Cisjordanie. Par son contrôle des fonds du comité mixte, elle continue toutefois à favoriser ses alliés au détriment des municipalités jugées trop "révolutionnaires". Malgré la reprise du dialogue entre l'OLP et la Jordanie à partir de 1977 et son affermissement dans la lutte commune contre Camp David, la compétition demeure dans les territoires occupés entre les forces nationales et les notables qui tentent de reprendre de l'influence à chaque moment de faiblesse de l'OLP. Les initiatives récentes de Frej, Nousseibeh et Masri acceptant de dialoguer avec l'administration civile israélienne selon eux pour éviter l'irréparable s'insèrent dans cette compétition.

Les islamistes. Une catégorie de la population palestinienne des territoires occupés demeure difficile à situer quant à ses allégeances jordaniennes et ses rapports avec Israël ; il s'agit des islamistes (9).

L'Association des Frères musulmans s'est répandue de façon relativement tardive en Palestine, venue d'Égypte. Implantée à Naplouse en 1945, Jérusalem en 1946 et Hébron en 1949, elle s'est limitée aux grandes villes palestiniennes ; après la suppression des partis politiques par le roi Hussein en 1957, l'Association demeurée légale a été utilisée contre les forces de gauche et principalement le parti communiste clandestin. La plupart du temps, l'administration des waqfs était entre ses mains. Une autre organisation se disputait les aspirations politico-religieuses, dans l'opposi-

tion au régime hachémite cette fois, le Parti de la libération. Implanté plutôt en rive orientale, il a obtenu quelque audience au nord de la Cisjordanie.

Bon nombre de responsables du Fath (entre autres les Frères al-Hassan) ont fréquenté les rangs de ce parti. Après 1967, ces deux organisations ont pratiquement disparues de la Cisjordanie. L'establishment pro-jordanien s'est replié dans le Conseil islamique suprême et le département des Waqfs tandis que les plus nationalistes participaient à la constitution du mouvement palestinien. C'est à partir de 1977 que dans certains milieux universitaires, on a commencé à parler d'activisme religieux diffus. La répression israélienne des forces nationales, l'affaiblissement de l'OLP après Tell-el-Zaatar et la victoire de Khomeini jointe à la rébellion islamiste en Syrie ont préparé le terrain à cette nouvelle expression d'un désarroi palestinien.

Les islamistes ont fait une première apparition publique à la fin de 1979, lors des élections au conseil étudiant de Bir-Zeit. Jusqu'en 1982, ils emporteront un certain nombre de sièges dans ces élections tant à Bir-Zeit qu'à Naplouse, Hébron et Gaza. Une opération spectaculaire a visé le Croissant rouge de Gaza, en janvier 1980. Accusant son directeur d'être la tête clandestine de l'activité communiste dans la région, les islamistes ont saccagé le dispensaire et la bibliothèque du centre avant d'y mettre le feu. Leur lutte contre "*la gauche infidèle*" se poursuit en octobre de la même année quand ils dispersent par la force un rassemblement tenu dans la grande mosquée d'el-Bireh à l'appel du Comité d'orientation nationale, pour protester contre les conditions carcérales des Palestiniens dans la prison du Néguev. Cette opposition violente aux initiatives nationalistes caractérise désormais leurs activités. Par plusieurs fois, dans les universités, ils s'attaquent aux syndicats d'enseignants de gauche et à leurs alliés parmi les étudiants, faisant souvent le jeu des administrations tenues par des pro-jordanien. En janvier 1982 par exemple, suite à une longue lutte entre le syndicat des enseignants nationaliste et Hikmat al-Masri président du conseil d'administration le conseil étudiant islamiste élu en mai 1981 se lance dans une chasse "aux ennemis de Dieu" ; armés de pierres, de chaînes et de couteaux, les islamistes s'attaquent aux enseignants en grève et aux étudiants qui les soutiennent ; l'un des animateurs du syndicat est défenestré tandis que l'on relève de nombreux autres blessés. Quelques jours plus tard, c'est à l'institut polytechnique d'Hébron que se déroulent d'autres bagarres entre islamistes et forces de gauche. A Gaza, en mai 1983, l'administration refuse de reconnaître le résultat des élections au syndicat de l'université qui donne la victoire aux nationalistes en l'absence des islamistes ; une grève est décrétée ; le 31 mai, les islamistes, aidés des vigiles de l'université attaquent les grévistes ; on relève de nombreux blessés. Le 4 juin, d'autres attaques sont menées contre les nationalistes ; le même jour, un con-

tingent d'islamistes gazawi se rend à Bir-Zeit y retrouvant des hébronites et des collègues de Bir-Zeit ; tous s'en prennent aux nationalistes qui commémorent la guerre de 67 et l'invasion du Liban en 82 ; le sang coule, là encore, et une partie du campus de Bir-Zeit est saccagé. Des slogans confessionnels sont lancés contre la direction — chrétienne — de l'université coupable d'avoir toléré un concert rock dans le campus. La dernière ébullition islamiste remonte au 19 février 1984. Ce jour-là, les étudiants nationalistes de Najah célébraient le deuxième anniversaire du parti communiste palestinien. Ces religieux ont lapidé le rassemblement, faisant de nombreux blessés.

L'idéologie de ces groupes repose sur quelques idées simples sinon simplistes : la Palestine doit être un Etat islamique, ni laïque ni socialiste. La seule voie pour y parvenir consiste à observer scrupuleusement la Loi religieuse musulmane dans la vie quotidienne ; l'application des préceptes mènera tout naturellement à la libération. Leurs attaques sont principalement dirigées contre le parti communiste ; elles visent aussi toutes les forces nationalistes coupables, selon eux, de faire passer la nation avant Dieu. Ils condamnent donc l'OLP qu'ils qualifient d'impie et l'invitent à rejeter les groupes marxistes en retrouvant la vraie religion. Ce courant semble diffus et peu structuré quoique très démonstratif. Profitant des crises du nationalisme palestinien et de la répression israélienne, il exploite le désarroi de certaines couches de la population et ses sentiments profondément religieux. Le mouvement, à majorité universitaire, semble se recruter parmi les étudiants de première année (première prise de conscience politique ensuite transformée ?) et d'une façon générale dans les facultés d'engineering et de sciences. Son effectif serait plutôt urbain et plutôt masculin. Ses allégeances organisationnelles ne sont pas claires. Le mouvement semble bénéficier d'un accord tacite de l'autorité musulmane officielle pro-jordanienne ; le directeur des waqfs chargé d'une enquête sur les événements de Bir-Zeit en juin 83 a prononcé un acquittement pour les islamistes ; il est sûr, par ailleurs, que les ingérences islamistes dans les luttes entre les syndicats et les administrations universitaires de Najah et Gaza se font au profit de ces dernières, reconnues comme pro-jordanien et réticentes à l'OLP. Il reste cependant impossible de conclure à un lien institutionnel entre ces mouvements et la Jordanie que ce soit avec l'establishment religieux lui-même ou avec l'Association des frères musulmans très active en rive orientale dans les rouages même de l'Etat. Les liens avec Israël ne sont pas plus évidents. Il est sûr que les islamistes profitent d'une large tolérance de la part des autorités occupantes ; l'armée n'est intervenue à Gaza en 1980 qu'une demi-heure après l'attaque des locaux du Croissant rouge ; en juin 1983, aucun barrage israélien n'a empêché la venue d'une centaine au moins d'islamistes armés à Bir-Zeit. Tout



Devant Kiryat-Arba, colonie d'implantation juive près d'Hébron, Cisjordanie

ce qui affaiblit le mouvement national palestinien contente Israël même si le phénomène peut paraître suicidaire à long terme ; cependant la tolérance israélienne ne signifie pas forcément des liens organisationnels. On ne peut en conclure qu'à une convergence momentanée d'intérêts entre la Jordanie, Israël et ces islamistes.

Le mouvement national palestinien. La guerre de 1947-49 suivie de l'annexion par la Transjordanie de la rive occidentale du Jourdain avait réduit le problème palestinien à une question de frontières entre Israël et les Etats arabes en guerre, et à une question humanitaire en ce qui concerne les réfugiés. La guerre de 1967 et l'occupation israélienne vont accélérer le processus de prise de conscience de l'identité palestinienne inauguré à la fin des années 50 à Gaza et dans la diaspora. Avec l'effondrement des armées arabes, l'Arabie perd de sa crédibilité et les Palestiniens se rendent compte qu'ils doivent eux-mêmes prendre en charge la reconnaissance de leurs droits nationaux (10).

Pendant près de 5 ans, l'OLP est peu présente dans les territoires occupés. Malgré l'effondrement dès la fin de 1967 de ses réseaux mis en place en Cisjordanie, la résistance continue à accorder la priorité à la guérilla comme étape nécessaire vers une guerre arabe avec Israël. La résistance armée en territoires occupés ne se poursuit qu'à Gaza, sanctuaire du Mouvement des nationalistes arabes (qui deviendra le FPLP). La population de Cisjordanie développe surtout la pratique du *soumoud*, résistance passive à toute normalisation et toute collaboration avec l'occupant. Pendant cette première étape de l'occupation, un leadership palestinien tente de se mettre

en place. En Cisjordanie, deux instances fonctionnent jusqu'en 1973, autour des milieux religieux et des notables ainsi que des milieux politiques clandestins animés par le parti communiste. Il s'agit du Conseil islamique et du Comité d'orientation nationale. Leur programme politique se trouve exprimé dans la "charte des Arabes de la rive occidentale", adoptée le 4 octobre 1967 par 129 personnalités largement représentatives de l'éventail politique palestinien. Tout en dénonçant la responsabilité jordanienne dans la défaite, le texte rejette catégoriquement les projets séparatistes palestiniens tels ceux de Jaabari ou Chéhadé qui ne pourraient déboucher que sur une entité palestinienne coupée de la nation arabe et liée à Israël. Le texte insiste au contraire sur l'unité des deux rives du Jourdain, garante de l'arabité palestinienne ; il mentionne aussi le droit des Arabes palestiniens à avoir une patrie. Le Conseil islamique et le Comité d'orientation nationale vont perdre peu à peu de l'importance du fait de la répression israélienne à l'encontre de nombre de ses dirigeants (emprisonnements ou expulsions) et de la reprise en main de ces instances par les pro-jordaniens. A Gaza, la lutte armée se poursuit avec une certaine vigueur jusqu'en 1971. Plusieurs organisations y jouent un grand rôle, le Fath, le Mouvement des nationalistes arabes et le Front national uni qui regroupe les communistes, les baassistes, le Front de libération de la Palestine et des indépendants. Le Front publie sa charte le 20 septembre 1967 et exige comme les Cisjordaniens le retour au *statu quo ante* comme point de départ pour la libération de la Palestine, dénonçant les projets d'une "entité palestinienne fantôme" ou d'une annexion à la Jordanie.

L'OLP pendant ces années développa le thème de la lutte armée et n'entreprit pas réellement de créer dans les territoires occupés un cadre politique de lutte. Les différentes instances nationales sont issues de la population elle-même et soutiennent l'OLP. Elles rencontrent cependant la méfiance de celle-ci qui craint la constitution d'un pouvoir indépendant d'elle. Les élections municipales de 1972 témoignent de cette carence de l'OLP. Son appel au boycott n'est pas entendu ; les notables pro-jordaniens, soutenus par le roi Hussein emportent le scrutin censitaire avec plus de 80% de participation.

L'année 1973 inaugure une seconde étape de 5 ans où l'on assiste à l'affermissement du nationalisme palestinien dans les territoires occupés. La dépay-sannisation, la multiplication des expropriations de terres et les massacres de Septembre noir ont contribué à une radicalisation de la population. Des manifestations de grande ampleur secouent le joug de l'occupation en protestation contre l'assassinat par un commando israélien de trois dirigeants de l'OLP à Beyrouth ; le drapeau palestinien est brandi ; l'unité entre les Palestiniens de l'intérieur et ceux de l'extérieur se fait plus évidente. En juillet, un memorandum signé par une centaine de personnalités de l'intérieur consacre l'unification croissante des populations de Cisjordanie et de Gaza ; adressé à l'ONU, il dénonce l'occupation israélienne et demande le "droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur leur territoire" ; aucune référence n'est faite ni à la Jordanie ni à l'Egypte. Le troisième événement, capital, incarnant cette volonté nationale unie dans les territoires occupés est la constitution du Front national palestinien. Mis en forme dès 1972 par

le Parti communiste, et des nationalistes de Cisjordanie et de Gaza, le projet est entériné par le 11^e CNP de janvier 73. Le Front national inaugure ses activités en novembre de la même année et les poursuivra jusqu'en 1977. Le front remportera deux victoires électorales. En 1973, il est à l'origine de l'abstention massive des Palestiniens aux élections municipales de Jérusalem (et aux élections à la Histadrout) ; en 1976, il remporte la majorité des sièges aux élections municipales de Cisjordanie. La reconnaissance de l'OLP comme unique représentant légitime des Palestiniens lors du sommet arabe de Rabat en octobre 1974 et la décision de celle-ci de s'engager dans un processus négocié augmente la crédibilité des nationalistes. Le Front disparaîtra cependant, du fait de dissensions internes au mouvement national et de la répression israélienne très ferme. Assez vite en effet, la vieille méfiance des Palestiniens de l'extérieur envers toute possibilité d'édification de pouvoir concurrent à l'intérieur réapparaît ; elle se trouve aggravée par la différence de représentation politique ; le Parti communiste et ses alliés largement présents en Cisjordanie-Gaza ne possèdent que peu de poids à l'extérieur où domine le Fath. L'OLP demandera donc au Front de limiter ses activités pour n'être qu'une simple courroie de transmission. Le Front se plaindra plusieurs fois devant les CNP de cet état de choses et disparaîtra en 1977.

Malgré cet accident, le processus d'institutionnalisation nationaliste est bien enclenché dans les territoires occupés. Les élections municipales de 1976 donnent la victoire aux candidats proches de l'OLP tandis que s'affermirait l'unité du peuple palestinien dans la lutte commune des Arabes d'Israël et de ceux des territoires occupés contre la saisie des terres par Israël. A partir de 1978, le gouvernement Bégin cherche à faire passer dans les faits sa version de l'autonomie selon Camp David. Il se lance dans une accélération du programme de colonisation et tente de briser l'influence de l'OLP. Les personnalités nationalistes de Cisjordanie-Gaza décident de riposter en se regroupant dans un nouveau Comité d'orientation nationale. Sa base est très large, réunissant les maires, les syndicalistes, des animateurs de groupements sociaux etc. L'éventail politique lui aussi est largement représenté ; seuls Chawa, maire désigné de Gaza et Freij, maire de Bethléem sont tenus à l'écart parmi les personnalités de premier plan. Le Comité élit son comité exécutif en novembre 1978 : il organise la résistance à l'occupation jusqu'en mars 1982, date à laquelle il est mis hors la loi. Ces quelques années rythmées par plusieurs insurrections populaires donnent lieu à une répression accrue de la part d'Israël. Dès la fin 1979, le maire de Naplouse Bassam Chakaa est arrêté par les autorités militaires, dans le but de l'expulser ; un soulèvement populaire appuyé par 21 maires qui présentent leur démission collective fait reculer les autorités israéliennes.

En mai 1980, à la suite d'une opération

qui coûte la vie à 6 colons israéliens à Hébron, les maires d'Hébron et de Halhoul sont expulsés tandis qu'en juin, des attentats visent les maires de Naplouse, Ramallah et el-Bireh. En donnant le poste de ministre de la Défense à Ariel Sharon durant l'été 1981, Menahem Begin décide une accélération du processus de négation de l'identité palestinienne. En novembre 1981, il met en place une administration "civile" dans la rive occidentale et réprime avec violence les manifestations de protestations qui enflamment la Cisjordanie pendant deux mois. Au début de 1982, Sharon prépare "sa" guerre du Liban où il compte détruire les structures palestiniennes de l'extérieur et se lance dans une offensive généralisée contre les élus et les structures palestiniennes de l'intérieur. Le 11 mars, il met hors la loi le Comité d'orientation national, ce qui déclenche une insurrection populaire. En 4 mois, on compte une quinzaine de morts et 300 blessés par balles lors de manifestations ; la majeure partie des municipalités élues sont dissoutes et leurs maires destitués et remplacés par des maires israéliens désignés.

Les offensives israéliennes de l'été 1982, tant au Liban que dans les territoires occupés auront certes affaibli le mouvement national palestinien. L'OLP à l'extérieur reste déchirée après la tentative de putsch suscitée par les rivalités inter-arabes et l'impasse dans laquelle se trouvent les initiatives d'Arafat. La population de l'intérieur ne possède plus de plateforme commune structurée qui puisse exprimer sa volonté nationale. Ses leaders se retrouvent atomisés, prisonniers de leur appartenance régionale ou politique.

Les dissensions de l'extérieur se retrouvent à l'intérieur parmi les nationalistes. Si le mouvement d'Abou Moussa n'a pas trouvé de soutien populaire dans les territoires occupés, il n'en reste pas moins qu'une partie de la population a condamné autant la Syrie, qu'Abou Moussa et Arafat lui-même, coupables de mutuelle provocation. Beaucoup ont été sensibles aux critiques organisationnelles d'Abou Moussa mais ont refusé de le suivre de peur de faire éclater l'OLP. La visite au Caire interprétée comme une ingérence d'Arafat dans le plan américain a été condamnée par beaucoup des leaders de gauche.

Devant la persistance de l'occupation et l'accroissement de la répression, des appels à l'intensification de la lutte armée apparaissent çà et là, même de la part de partisans du plan de partage de 1947. Beaucoup craignent un abandon de souveraineté de l'OLP entre les mains du roi Hussein, abandon qui de toute manière ne servirait à rien devant l'intransigeance israélienne. D'autres nationalistes pensent, au contraire, que la période armée est définitivement finie, du fait de la supériorité israélienne et du soutien inconditionnel américain à son allié. L'accélération de la colonisation et de la dépendance des territoires par rapport à Israël exige une solution immédiate passant par le Caire et Amman.

Devant ces divergences nationalistes, Israël et ses alliés peuvent dès lors se permettre de faire monter leurs "pou-lains", tout en menant une politique de charme envers certaines couches sociales de la bourgeoisie plutôt pro-jordanienne. Ces 17 années d'occupation ont cependant conduit la population palestinienne à se reconnaître dans son écrasante majorité dans l'OLP. Si la réalité politique fluctue selon les moments, si les décisions stratégiques de l'organisation ne trouvent pas forcément un soutien majoritaire, si la Jordanie conserve une position d'importance, l'OLP demeure l'étendard du nationalisme palestinien et transcende à ce titre les considérations politiques.

Jean-François Legrain

* Texte d'une conférence donnée au Centre Interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (CIRPES), le 10 mai 1984.

(1) Antoine MANSOUR, Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza, L'Harmattan, Paris 1983, résumé par l'auteur in Maghreb-Machrek, n° 102, octobre 1983, p. 45-65.

(2) Jean-François LEGRAIN, "Cisjordanie : une population sous couvre-feu", in Pour la Palestine, n° 5, 1^{er} trim. 1984, p. 7-10 ; al-Fajr weekly, 21 mars 1984.

(3) Jean-François LEGRAIN, "Judée-Samarie ou l'annexion de la Cisjordanie", Revue d'études palestiniennes (REP), n° 4, été 1982, p. 73-122 et "Le grand Israël en marche", Esprit, mai 1983, p. 30-38.

(4) Janet ABU-LUGHOD, "Demographic consequences of the occupation", Merip Report, juin 1983, p. 13-17.

(5) Alain GRESH, OLP, histoire et stratégies vers l'Etat palestinien, Spag Papyrus, Paris 1983, p. 87-91.

(6) Yehuda LITANI, "Leaders by proxy", Haaretz, 30 novembre 1981, trad. in Journal of Palestine Studies, n° 43, printemps 1982, p. 175-178 ; Selim TAMARI, "L'alliance avec Sion, Israël à la recherche d'une base autochtone", REP, n° 9, automne 1983, p. 3-15 ; conférence de Fouad DUDIN, porte-parole des ligues rep. REP, ibid, p. 151-154.

(7) Menahem Milson a développé sa théorie dans Commentary (American Jewish Committee), mai 1981, p. 25-35 ; Newsview, 13 mai 1982 ; al-Fajr weekly, 15 octobre 1982.

(8) Shaul MIRHAL, "Nationalism through localism : some observations on the West bank political elite", Middle Eastern Studies, XVII, octobre 1981, p. 447-491 ; Amnon COHEN, "The changing patterns of the West bank politica", The Jerusalem Quarterly, automne 1977, p. 105-113 ; Asher SUS-SER, "Jordanian influence in the West bank", The Jerusalem Quarterly, été 1978, p. 53-65.

(9) Michel SNIATYIN "Les étudiants intégristes font la chasse aux ennemis de Dieu", Libération, 22 janvier 1982 ; interview Munir FASHEH (enseignant à Bir Zeit), "Political islam in the West bank", Merip report, février 1982 ou al-Fajr Weekly, 26 mars 1982 ; Amnon KAPELIOUK, "Le regain islamiste chez les Arabes d'Israël et des territoires occupés", Le Monde diplomatique, août 1983 ; Hassan AMR, "Les barbus sont entrés dans la ville", n° spécial sur Jérusalem, Autrement, octobre 1983, p. 71-75.

(10) Alain Gresh, op. cit. ; Xavier BARON, Les Palestiniens, un peuple, Le Sycomore, Paris, 2^e édition, 1984 ; Ibrahim DAKKAK, "A study in the re-emergence of the Palestinian identity in the West bank, 1967-1980", in Palestinians over the green line, ed. by Alexander Schölich, Ithaca press, Londres, 1983, p. 64-101.